

Ni généralisation, ni refonte : Abrogation du SNU !

Montreuil, le 31 mars 2025

Le 25 mars 2025, la FNEC FP-FO a été reçue par la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale de la mission d'information portant sur les conditions d'accueil et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel (SNU). La FNEC FP-FO a réaffirmé son opposition au SNU, son exigence d'abandon de son ancienne version comme d'une éventuelle « refonte ».

La vocation de l'école est de former des citoyens éclairés, pas de la chair à canon.

Emmanuel Macron a annoncé la semaine dernière : « *J'aurai à annoncer dans les prochaines semaines une grande refonte [du SNU] qui correspondra aux besoins de la nation et aux priorités identifiées* ». Il y a un an, il annonçait vouloir le généraliser, mais la mobilisation des organisations syndicales et lycéennes qui refusent l'enrôlement de la jeunesse à des fins guerrières depuis sa mise en place en 2019 a constraint les différents gouvernements à renoncer à la généralisation.

Dans un contexte anxiogène de développement des conflits, et d'installation d'une « culture de guerre », le SNU est l'instrument d'une hypothétique mobilisation. Il a vocation à être l'antichambre du recrutement à l'armée. Gendarmerie, Armées de terre, air et Marine ont les moyens financiers pour des publicités tapageuses où la guerre est montrée comme un jeu. Pour le président Macron, l'urgence n'est pas d'instruire la jeunesse, ni de lui donner accès à la Culture, mais, comme il l'a déclaré lors de ses vœux aux armées le 20 janvier, de lui donner « *le choix de servir (...) d'apprendre avec les armées et d'en renforcer les rangs* ».

Le gouvernement Macron Bayrou a amputé les budgets de l'université de 1,5 milliards d'euros créant des difficultés de fonctionnement accrues et ravageant les enseignements. Le même gouvernement a gelé la part collective du pass culture pour cette année. Chaque année des centaines d'élèves se retrouvent sans affectation à la rentrée. Parcoursup laisse sur le bord de la route des milliers de jeunes. Une aubaine pour la réserve opérationnelle que veut mettre en place Macron. La FNEC FP-FO refuse catégoriquement la militarisation de la jeunesse.

Le SNU a coûté 160 000 millions d'euros en 2024. Un rapport de la Cour des comptes estime le coût de fonctionnement annuel du dispositif à un total de 3,5 à 5 milliards d'euros en cas de généralisation. Dans le cadre de la défense européenne, Macron a promis 40 milliards d'euros pour le pot commun des 800 milliards demandés par Trump. En un week-end, il trouve 40 milliards pour la guerre, alors que depuis 2000, le salaire est au point mort, entraînant une baisse de 31% du pouvoir d'achat des personnels. En un week-end, le président de la République a trouvé 40 milliards pour la guerre alors que dans les écoles, dans les collèges, les lycées et les universités, les étudiants, les personnels avec les parents d'élèves réclament des moyens, des classes, des heures, des postes statutaires.

De l'argent pour l'Ecole, pas pour la guerre ! Abandon définitif du SNU !